

GRANDE RÉGRESSION

L'alliance de la Bible et du fusil-mitrailleur : ces figures montantes de l'extrême-droite brésilienne

vendredi 2 février 2018, par [DORCADIE Mathilde](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juillet 2017).

Secoué par les scandales de corruption et les intrigues, le Brésil vit actuellement une restructuration complète de son paysage politique, dominé pendant une décennie par le Parti des Travailleurs (PT) et sa figure emblématique, l'ancien syndicaliste Lula. En deux ans, les courants conservateurs et réactionnaires, proches des paramilitaires et des églises évangélistes, ont conquis un espace médiatique sans précédent et infusent lentement leurs idées dans une société qui a perdu confiance dans ses dirigeants. Dans la perspective d'élections anticipées, et dans un contexte de violence politique croissante, *Basta !* propose un tour d'horizon des nouvelles droites au Brésil.

Sommaire

- [Jair Bolsonaro, l'homme \(...\)](#)
- [Relais médiatiques et investis](#)
- [Percée de l'intégrisme religie](#)
- [Agenda moral et projet néolibé](#)
- [Les idées extrêmes infusent](#)

Perché sur un camion sonorisé, la main posée sur le cœur, un groupe d'hommes et de femmes vêtus de treillis chante l'hymne national brésilien, sous une banderole « Pour une intervention militaire, maintenant ». Nous sommes le dimanche 4 décembre 2016, sur l'avenida Paulista, l'artère principale de São Paulo, en plein cœur de la capitale économique du pays. Autour d'eux, une petite centaine de personnes expriment leur soutien, de manière plus ou moins exaltée, à ces patriotes issus de groupuscules composés d'anciens militaires et de policiers.

Ce jour-là était organisée la dernière manifestation d'ampleur des mouvements Vem Pra Rua et du Movimento Brasil Livre (MBL, Mouvement Brésil Libre) officiellement contre la corruption des parlementaires. Ces deux organisations ont été les fers de lance des manifestations anti-Parti des travailleurs (PT) de 2015 et 2016 pour demander la destitution de la Présidente Dilma Rousseff, poussée définitivement vers la sortie en août dernier. La présence de militants « pro-armée » de SOS Forças Armadas (« SOS Forces armées ») dans le rassemblement, semble alors étonnamment bien tolérée par les manifestants de droite, qui se font prendre en « selfie » un peu plus loin avec les policiers militaires présents pour encadrer l'évènement.

« Les forces armée au Brésil ont une image publique extrêmement positive depuis la Seconde guerre mondiale, explique l'historienne Maud Chirio, spécialiste de la dictature militaire brésilienne [1]. Malgré la dictature, cette image ne s'est jamais dégradée. C'est très frappant en comparaison de ce qui s'est passé dans les pays voisins, l'Argentine et le Chili, où l'image des forces armées s'est

effondrée. La confiance envers les militaires comme force de défense des frontières, mais aussi de l'ordre public, voire comme force politique, est présente dans une bonne partie de la société. »

Jair Bolsonaro, l'homme politique qui monte

La résurgence des idées patriotiques, minoritaires mais réelles, se reflète aujourd'hui dans l'intérêt grandissant d'une partie de la population et des médias pour le député Jair Bolsonaro, un des rares politiciens à tirer son épingle du jeu du chaos politique ambiant, pour le moment. Adeptes des déclarations chocs, à la limite de la misogynie, de l'homophobie ou du racisme, ce capitaine de réserve de l'armée, comme il aime à le rappeler - bien qu'il siège sur les bancs de l'Assemblée depuis 26 ans - est présenté régulièrement comme un probable candidat pour l'élection présidentielle de 2018, voire pour des élections anticipées. Des sondages récents lui accordent 15 % des intentions de vote, alors qu'il n'était crédité que de 4% il y a encore deux ans.

L'homme ne se revendique pas d' « extrême-droite », mais ne cache pas ses sympathies pour les militaires. Il aime les armes et voudrait que tous les citoyens puissent en posséder une. Lui-même en garde une sur lui - non chargée dit-il - qu'il exhibe parfois à la télévision. Tout sourire, il s'affiche sur les réseaux sociaux avec des personnalités sulfureuses comme le sergent Fahur, un agent de la police militaire anti-criminelle de l'État du Paraná, connu pour ses propos virulents contre les « bandits » et ses arrestations télévisuelles spectaculaires. Parmi les partisans du député de Rio de Janeiro, nombreux sont ceux qui adhèrent à l'adage populaire « un bon bandit est un bandit mort », et ne seraient pas contre l'instauration de la peine de mort ou l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans. « La place des bandits est en prison ou au cimetière », clame ainsi la page Facebook du sergent Fahur.

Jair Bolsonaro aime susciter les polémiques : « Les droits de l'homme ne servent qu'à défendre les bandits, les violeurs, les kidnappeurs, les marginaux et les corrompus », a-t-il ainsi déclaré en pleine Assemblée. En avril 2016, lors du vote à la Chambre des députés qui devait lancer le processus de destitution de Dilma Rousseff, l'homme a rendu hommage au Colonel Ustra, un officier qui dirigea de nombreux interrogatoires en ayant recours à la torture durant la dictature, dont celui de Dilma Rousseff alors résistante emprisonnée trois ans durant. Il fait également l'objet d'une enquête du Tribunal suprême fédéral pour ses propos injurieux envers les femmes et pour « incitation au viol », suite à un violent accrochage avec une députée en 2014.

Relais médiatiques et investissement des réseaux sociaux

Combattu par les militants de gauche, Jair Bolsonaro réussit à séduire par sa personnalité « sans filtre » de nombreux Brésiliens, principalement sur internet. Il n'est pourtant la figure d'aucun parti. Ancien du Parti progressiste (PP), il est désormais député du Parti social-chrétien (PSC), et n'a pas encore décidé sous quelle étiquette il candidaterait pour son prochain mandat, peut-être présidentiel. Plus de quatre millions de personnes le suivent sur Facebook - soit plus que l'ex-président Lula. Ses fidèles se font appeler les « bolsonaristas », au profil plutôt jeune et de la classe moyenne basse du sud du pays. Ils ont entrepris depuis quelques mois d'envahir les réseaux sociaux - Facebook et les groupes WhatsApp très actifs au Brésil - de messages de soutien et diffusent ses interventions médiatiques qui se multiplient.

Leur intention est de montrer le visage d'un homme qui se différencie du reste de la classe politique corrompue. Un homme capable de « remettre de l'ordre » dans le pays. Parmi les sites et pages qui le soutiennent et qui se sont créés ces derniers mois, on retrouve les *Revoltados online* (« Les

Révoltés en ligne »), qui prône le libéralisme économique, la baisse des impôts et la fin des programmes sociaux ; l'organisation politique Direita São Paulo qui s'est illustrée récemment par des manifestations et des positions anti-migrants, ou encore « Je suis de droite et je ne le savais pas », qui tente de convaincre les déçus du Parti des Travailleurs.

Bien que jouant la carte du politicien « persécuté par les médias », qui pointe ses positions radicales, le député possède quelques relais dans l'opinion à travers des journalistes comme Rachel Shéhérazade, présentatrice de la chaîne privée SBT, qui ne cache pas ses opinions conservatrices dans les journaux télévisés qu'elle présente, ou par certains éditorialistes de la revue de droite Veja.

Percée de l'intégrisme religieux

Dans le champ politique brésilien, Jair Bolsonaro appartient au courant conservateur très puissant dit de la « Bancada B.B.B », pour « balle, bible, bœuf » : une dénomination qui regroupe les parlementaires liés aux intérêts de la police militaire, des églises évangélistes et de l'agrobusiness. Ils défendent pour la plupart les valeurs de la famille, chrétiennes et patriotiques, et les intérêts de l'oligarchie des propriétaires terriens. Parmi les plus réactionnaires sur les questions de société, telles que le droit à l'avortement ou celui des minorités sexuelles, on retrouve de nombreux députés également pasteurs ou télévangélistes, tels que Marco Feliciano ou Magno Malta.

Au Brésil, les courants religieux extrémistes ont pris une place grandissante ces deux dernières décennies. Aujourd'hui, près de 29 % de la population se déclarent évangéliste contre 9 % en 1991. Dans le même temps les catholiques sont passés de 83% à 50% [2]. En politique, leur influence est de plus en plus marquée, notamment avec des hommes comme Eduardo Cunha qui a présidé la Chambre des députés, avant d'être emprisonné pour corruption, ou encore Marcello Crivella, élu récemment maire de Rio de Janeiro, la deuxième ville du pays, également évêque de l'Église universelle du royaume de dieu.

Agenda moral et projet néolibéral

« Aussitôt arrivé à la présidence, Cunha a institué une commission spéciale pour discuter de la réforme du statut de la famille, rappelle Maria das Dores Campos Machado, professeure à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro et spécialiste des religions au Brésil. Cette commission propose de définir la famille comme l'union entre un homme et une femme, ou la communauté formée par un parent et ses descendants, d'établir des cours d'éducation familiale, et une « Journée nationale de la mise en valeur de la famille » dans les écoles. » Selon la chercheuse, depuis les débuts de la législature en 2014, les mouvements extrémistes catholiques se sont alliés aux parlementaires pentecôtistes, dans le but d'empêcher l'amplification des droits sexuels et reproductifs et pour imposer un agenda politique conservateur.

« L'agenda moral est articulé avec un projet néolibéral et les intérêts économiques de certains groupes confessionnels, analysait encore Maria das Dores Campos Machado, lors d'une intervention à Paris en mai 2017 [3]. Les alliances des religieux avec les représentants de l'agro-industrie, de l'industrie de l'armement et avec l'élite politique du PSDB (Parti social démocratique brésilien) pour renverser le gouvernement du PT, se sont avérées possibles parce qu'elles allaient au-delà de la moralité. L'esprit anticommuniste de plusieurs leaders pentecôtistes a aussi favorisé le rapprochement avec les catholiques intégristes. Cela a abouti à des mesures telles que la suppression de la thématique de l'orientation sexuelle et du genre dans les programmes scolaires par le ministère de l'Éducation du gouvernement Temer. »

Les idées extrêmes infusent, lentement mais sûrement

« Le Brésil est un pays dans lequel on osait à peine, jusqu'à très récemment, s'affirmer de droite », rappelle Maud Chirio. Il y existe encore moins de partis ou d'organisations se revendiquant de l'extrême-droite. Néanmoins, les idées extrêmes infusent, lentement mais sûrement. « Ces dernières années, des manifestations se sont multipliées, avec des revendications mettant en cause la dignité humaine et l'égalité, ou défendant les violences policières dans les favelas, constate l'historien Luís Edmundo de Souza Moraes, spécialiste des extrémismes au Brésil [4]. Ce ne sont pas des revendications nouvelles, mais elles se manifestent plus fortement. » Dans la brèche ouverte par les manifestations anti-PT de 2015 et de 2016, un nouvel espace politique s'est ouvert. « A travers les émissions de radio, de télévision, des réseaux sociaux, poursuit le chercheur, une certaine vision du monde est propagée, toujours susceptible de se transformer en action politique. »

Ce passage des idées à l'action est même déjà probablement en cours, comme le montrent les attaques brutales du gouvernement et des députés actuels contre les institutions et les droits protégeant l'environnement et les travailleurs, ainsi que la vague d'assassinats qui frappe les paysans sans-terre. Le Brésil est peut-être déjà engagé dans l'une des régressions politiques, sociales et environnementales les plus graves de son histoire.

Mathilde Dorcadie

Notes

[1] Maud Chirio est maître de conférences à l'université de Paris-Est Marne-la-Vallée, chercheuse associée à l'EHESS au département « Mondes américains ». Elle est spécialiste de dictature brésilienne, des forces armées, de l'appareil répressif et des réseaux d'extrême-droite pendant les périodes de la junte militaire.

[2] Sources : Datafolha et IBGE.

[3] Présentation sur les religiosités réactionnaires, EHESS, Paris, mai 2017.

[4] Luís Edmundo de Souza Moraes est chercheur à l'université fédérale rurale de Rio de Janeiro (UFRRJ).